

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre vient justement de faire allusion à une occasion où le gouvernement a demandé à l'Union Soviétique de rappeler certains de ses agents qui opéraient sous le couvert diplomatique. Cela est déjà arrivé et se produira de nouveau quand nous aurons des motifs de croire qu'un ambassadeur ou l'un de ses collaborateurs au lieu d'accomplir sa tâche officielle, se livre à l'espionnage. Ce n'est pas chose rare et le député a cité le cas de 12 agents qui ont été expulsés.

* * *

LE SPORTLA NOUVELLE RELATIVE AU CHANGEMENT DE VILLE POUR LA
TENUE DES RÉGATES HENLEY

M. Gilbert A. Parent (Welland): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre qui répond au nom de son collègue chargé du Sport amateur. Depuis près d'un siècle, la ville de St. Catharines est l'hôte des régates Henley. J'ai entendu dire hier que ces régates auront lieu désormais à Montréal.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Comme tout le reste!

M. Parent: Je me demandais ce qu'on pourrait faire pour s'assurer que ces régates continuent à avoir lieu à St. Catharines.

Des voix: Oh, oh!

M. Nielsen: Personne pour répondre!

* * *

LES PENSIONSLE LIVRE VERT SUR LA RÉFORME DES PENSIONS—LA
RECOMMANDATION PORTANT SUR LA FORMATION D'UN
COMITÉ PARLEMENTAIRE

M. Neil Young (Beaches): Je poserai ma question au premier ministre si toutefois j'arrive à attirer son attention.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre. La parole est au député de Beaches (M. Young).

M. Young: Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

M. Clark: Il travaille pour la postérité. Ne le dérangez pas.

M. Young: Après 18 mois d'étude, le gouvernement a enfin déposé hier à la Chambre le Livre vert sur la réforme des pensions. La principale recommandation contenue dans ce document semble être que la Chambre forme un comité pour étudier la réforme des pensions pendant encore un an et probablement deux. Le premier ministre sait qu'on a entrepris une cinquantaine d'études de la réforme des pensions depuis cinq ans et que les personnes âgées n'ont certainement pas

besoin qu'on essaie encore une fois de déterminer ce qu'il faudrait faire pour améliorer les régimes de pension.

Le premier ministre dira-t-il à la Chambre pourquoi, après toutes ces études, le gouvernement, qui sait pourtant exactement comment il faudrait procéder à la réforme des régimes de pension, a mis cette question très importante au rancart pendant encore au moins deux ans au lieu de proposer quelque chose de concret pour améliorer le sort des personnes âgées?

● (1140)

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, la réponse est très simple et je pense que le député le sait.

D'abord, ce serait vraiment merveilleux que le Nouveau parti démocratique nous explique quelle est sa position. Cela nous serait très utile.

Par exemple, comment s'y prendrait-il pour recycler les milliards de nouveaux dollars qu'il faudra investir pour aider l'économie du Canada? Quand le ferait-il, pendant les années 80 ou bien pendant les années 90? Ont-ils une idée là-dessus? Pensent-ils qu'on devrait avoir recours au Régime de pensions du Canada? Ont-ils une idée à ce sujet? Préconisent-ils le partage des crédits entre les femmes au foyer et leurs conjoints?

M. Clark: Vu toutes les questions que vous posez, vous devriez faire partie de l'opposition.

Une voix: Ce ne sera pas long.

Mme Bégin: Comment s'y prendraient-ils? Quand pensent-ils que les travailleurs que nous représentons tous seront d'accord pour nous céder une partie de leur chèque de paie?

Il y a beaucoup de questions très importantes qui n'ont jamais été posées au public canadien et c'est pour cela que nous devons charger un comité spécial de la Chambre de mettre au point un système qui obtiendra l'appui de la grande majorité des Canadiens.

Des voix: Bravo!

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je dirais au ministre une chose que nous ne ferions pas: nous ne plongerions pas davantage dans la misère les victimes de l'inflation en limitant leur pouvoir d'achat à 6 et 5 p. 100 au cours des deux prochaines années. Voilà ce que nous ne ferions pas.

Il y a trois ou quatre semaines, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit que la pension de sécurité de la vieillesse devrait être augmenté immédiatement de \$25 par mois. Nous savons ce que nous ferions si nous formions le gouvernement. Nous voulons savoir ce que son gouvernement va faire.